

Convention collective départementale

IDCC : 9331. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(GIRONDE)**
(1^{er} avril 2004)

(Etendue par arrêté du 13 août 2004,
Journal officiel du 4 septembre 2004)

AVENANT N° 13 DU 18 JUIN 2008

NOR : *AGRS0897163M*
IDCC : *9331*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de la Gironde ;

La fédération départementale des CUMA de la Gironde ;

Le groupement des entrepreneurs de travaux agricoles viticoles et forestiers et ruraux de la Gironde,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire de la Gironde CFDT ;

L'union départementale des syndicats FO de la Gironde ;

La CFE-CGC ;

L'union départementale des syndicats CFTC de la Gironde,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 76 de la convention collective est modifié comme suit :

« Article 76

Remboursement de frais

a) Les salariés et apprentis qui utilisent dans l'exercice de leurs fonctions une lampe à acétylène personnelle perçoivent une indemnité mensuelle de 1 €.

b) Les salariés et apprentis appelés à effectuer les travaux sur un chantier plus éloigné de leur domicile que le lieu habituel de leur travail et qui, de ce fait, se trouvent dans l'impossibilité de prendre, à leur foyer, leur repas de midi ont droit à une indemnité de panier, à moins qu'ils ne soient nourris aux frais de l'employeur.

Le taux de ladite indemnité est fixé par repas à une fois et demie le salaire horaire afférent à la catégorie B.

Exceptionnellement, lorsqu'il est demandé à l'ouvrier de prendre son véhicule pour se rendre sur un lieu de travail distant de plus de 15 kilomètres du lieu habituel de rassemblement, une indemnité de trajet sera versée à celui-ci, à raison de :

- 0,13 € par kilomètre s'il utilise un véhicule à 2 roues ;
- 0,26 € par kilomètre s'il utilise un véhicule à 4 roues. »

Article 2

L'article 81 de la convention collective est modifié comme suit :

« Article 81

Remboursement de frais

Les salariés et apprentis appelés à effectuer les travaux sur un chantier plus éloigné de leur domicile que le lieu habituel de leur travail, et qui, de ce fait, se trouvent dans l'impossibilité de prendre, à leur foyer, leur repas de midi, ont droit à une indemnité de panier, à moins qu'ils ne soient nourris aux frais de l'employeur.

Le taux de ladite indemnité est fixé, par repas, à une fois et demie le salaire horaire afférent à la catégorie B.

Exceptionnellement, lorsqu'il est demandé à l'ouvrier de prendre son véhicule pour se rendre sur un lieu de travail distant de plus de 15 kilomètres du lieu habituel de rassemblement, une indemnité de trajet sera versée à celui-ci, à raison de :

- 0,13 € par kilomètre s'il utilise un véhicule à 2 roues ;
- 0,26 € par kilomètre s'il utilise un véhicule à 4 roues. »

Article 3

L'article 82 de la convention collective est modifié comme suit :

« Article 82

Indemnité de trajet

A défaut de transport des ouvriers par l'entreprise sur les lieux de travail, distants de plus de 15 kilomètres du lieu de rassemblement habituel du personnel et, s'il n'y en a pas, du domicile du salarié, une indemnité de trajet sera versée à celui-ci, à raison de :

- 0,13 € par kilomètre s'il utilise un véhicule à 2 roues ;
- 0,26 € par kilomètre s'il utilise un véhicule à 4 roues. »

Article 4

L'article 84 de la convention collective est modifié comme suit :

« Article 84

Indemnité de trajet et de panier

Exceptionnellement, lorsqu'il est demandé à l'ouvrier de prendre son véhicule pour se rendre sur un lieu de travail distant de plus de 15 kilomètres du

lieu habituel de rassemblement, une indemnité de trajet sera versée à celui-ci, à raison de :

- 0,13 € par kilomètre s'il utilise un véhicule à 2 roues ;
- 0,26 € par kilomètre s'il utilise un véhicule à 4 roues. »

Article 5

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1^{er} juillet 2008.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé auprès du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18 juin 2008.

(Suivent les signatures.)